

Décision du Conseil général soumise au droit de référendum facultatif

Le Conseil communal de la Ville de Fribourg informe que la décision ci-après, prise par le Conseil général le 27 juin 2011, peut faire l'objet d'une demande de référendum, conformément à l'article 52 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes, ainsi qu'aux articles 137, 143 et 144 de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques.

Acquisition des terrains de Cardinal

LE CONSEIL GENERAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

vu

- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981;
- le message du Conseil communal n° 4, du 31 mai 2011;
- le rapport de la Commission de l'Edilité;
- le rapport de la Commission financière;

arrête :

Article premier

Le Conseil communal est autorisé à acquérir les immeubles articles 7042 et 7212 sis sur la Commune de Fribourg – site Cardinal, ainsi qu'à engager les frais et les travaux d'aménagement.

Article 2

Le montant autorisé est de 12'500'000 francs et représente la moitié de la valeur de l'opération.

Le montant autorisé sera de 25'000'000 francs au cas où l'Etat renoncerait à sa participation.

Article 3

Cet achat pourra être financé par l'emprunt. Il n'est pas soumis aux amortissements.

Article 4

Le financement de l'opération (article 3) peut faire l'objet d'une demande de référendum, conformément à l'article 52 de la loi sur les communes et à l'article 23 du règlement d'exécution de ladite loi.

Fribourg, le 27 juin 2011

AU NOM DU CONSEIL GENERAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

Le Président :

Oliver Collaud

Le Secrétaire de Ville adjoint :

André Pillonel

Le nombre requis de signatures est de **2423**, soit le dixième des électeurs inscrits.

Chaque liste de signatures doit contenir la demande de référendum, la date à compter de laquelle commence à courir le délai pour la récolte des signatures et celle de son expiration, ainsi que le texte de l'article 105, al. 1 et 3 LEDP.

Le cas échéant, la demande de référendum doit être déposée au secrétariat communal de la Ville de Fribourg, dans un délai de trente jours à compter de la présente publication, soit jusqu'au **lundi 8 août 2011**.

LE CONSEIL COMMUNAL